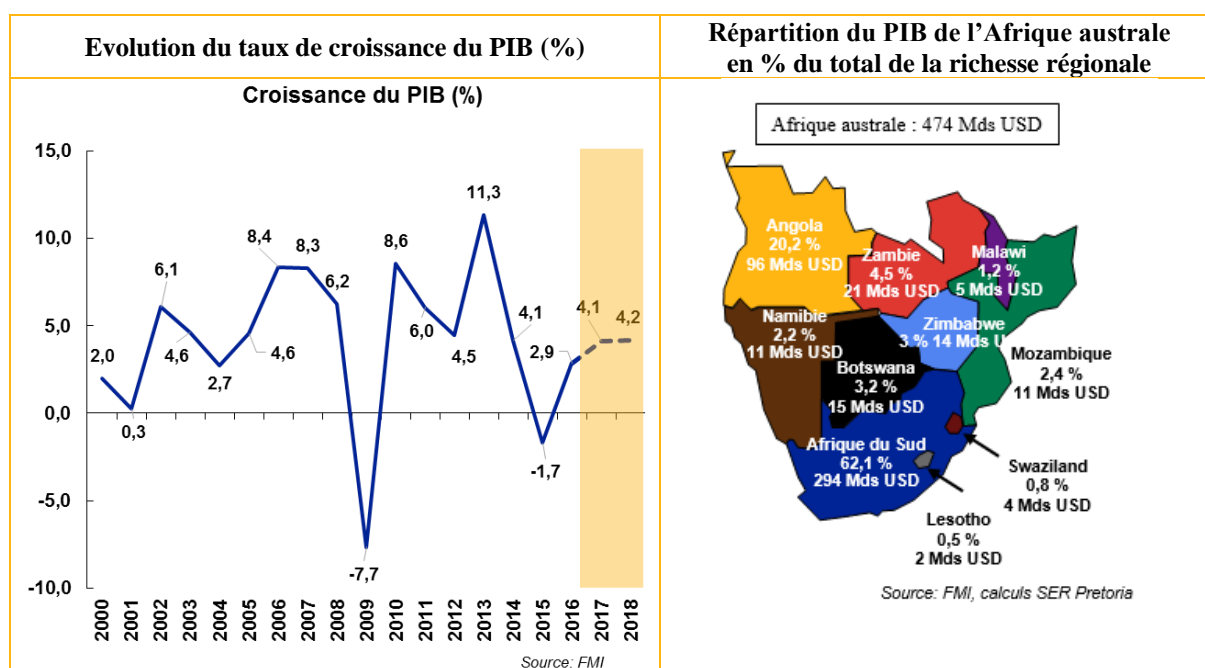


Botswana : situation économique et financière (avril 2017)

Le Botswana a atteint le statut de pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure grâce à un taux de croissance annuel moyen de 6,6 % entre 1980 et 2010. Le Botswana est désormais l'une des économies africaines les plus prospères (PIB de 15 Mds USD et PIB par habitant de 6 972 USD en 2016, soit le plus élevé d'Afrique australe, du fait également en partie de la taille de sa population, 2,2 M d'individus). Depuis deux décennies, le pays affiche une croissance robuste fondée sur une gestion exemplaire de la rente diamantifère, illustrée notamment par la création en 1994 d'un fond souverain, le *Pula Fund*.

La structure de l'économie, largement dépendante du secteur minier, notamment du diamant (80 % des exportations et 30 % des recettes budgétaires) a très peu évolué depuis 1990. Cette situation se traduit par une forte volatilité de la production, qui évolue au rythme des fluctuations de la demande internationale en minerais et en pierres précieuses. Confronté à l'épuisement de ses ressources et aux fluctuations des cours, le pays doit accélérer la diversification de son économie, en passant du secteur primaire à l'industrie manufacturière avancée et aux services, ce qui suppose la mise en place d'une politique publique visant à favoriser l'investissement privé.

L'an passé, la croissance est restée timide (2,9 % contre 7,6 % en moyenne sur 2010/13) en raison de la baisse de la demande externe en diamants, notamment américaine, premier marché mondial avec 40 % de la demande, à l'origine d'une accumulation de stocks pesant *in fine* sur les prix du diamant brut. A cela se sont ajoutés la baisse de la demande pour les autres minerais exportés, l'impact sur le secteur agricole de la pire sécheresse connue par le pays depuis 1992 et les pénuries d'eau et d'électricité de plus en plus fréquentes. En 2017, le FMI prévoit une reprise de la croissance à 4,1 %, l'activité profitant d'un *policy-mix* accommodant, du rebond des prix et de la production de diamants et d'un meilleur approvisionnement électrique.

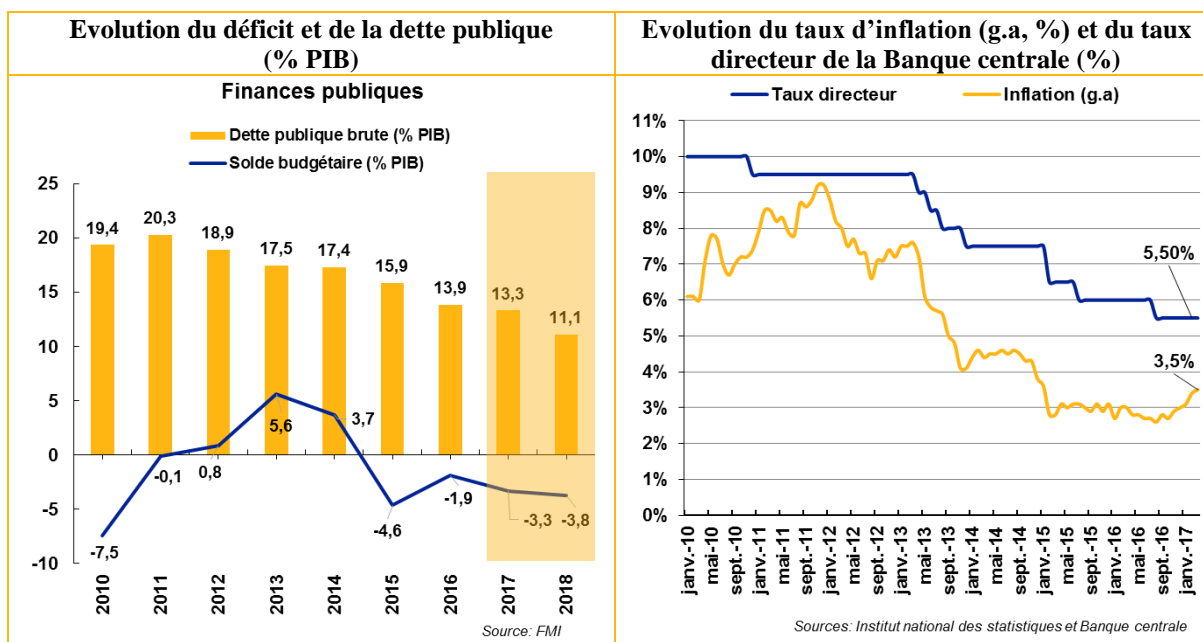


Alors que les pressions inflationnistes sont fortes dans la quasi-totalité des pays de la région, le taux d'inflation botswanais reste contenu (+2,8 % en g.a en moyenne en 2016). La faible

progression des prix résulte essentiellement de la modération de l'inflation importée du fait de la bonne résistance de la monnaie par rapport aux principales devises, du niveau toujours bas des cours du pétrole et de l'absence de pression par la demande. Cette année, l'inflation augmenterait à +3,5 % en moyenne selon le FMI dans le sillage de l'augmentation de la croissance et des prix des hydrocarbures, revenant ainsi au sein de la cible fixée par la Banque centrale (entre +3 % et +6 %).

Contrairement aux orientations de plus en plus prudentes des pays voisins, la politique budgétaire a pris, à compter de l'exercice 2015/16, un tournant résolument expansionniste. Les autorités ont mis en place un programme contra-cyclique visant à favoriser la diversification de l'économie vers les secteurs non-miniers (tourisme, agriculture, services, infrastructure). Cette politique expansionniste devrait se poursuivre jusqu'en 2018. En conséquence, le déficit budgétaire devrait s'afficher en hausse, à -3,3 % du FMI cette année et -3,8 % l'année prochaine. Toutefois, cette évolution n'est pas susceptible de menacer la soutenabilité des comptes publics, la dette publique brute ne s'élevant qu'à 13,9 % du PIB en 2016.

Au plan monétaire, grâce à une inflation modérée, la Banque Centrale a pu ramener son taux directeur à 5,5 % depuis août 2016.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Version d'origine : avril 2017